



RÈGLEMENT DE CONSULTATION (RC)

**relatif au marché d'acquisition, installation
et configuration incluant la maintenance de l'équipement
audiovisuel du GENES**

***Marché public passé selon une procédure adaptée en
application des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 du Code de la
commande publique***

Référence : GENES-2020-P05

Date et heure limite de remise des offres :

Mercredi 03 février 2021 à 12h00 (heure de Paris)

Identification de l'acheteur :

Groupe des Ecoles Nationales d'Economie et Statistique (GENES)
Adresse : 5, avenue Henry Le Chatelier
TSA 86641
91764 PALAISEAU Cedex

Représenté par :

Madame Catherine GAUDY, Directrice Générale

Personne en charge du dossier administratif :

Jean-Baptiste AMBEU

Personne en charge du dossier technique :

Olivier TROUVÉ

CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION :

Le dossier de consultation comprend :

- le règlement de consultation (RC) ;
- le cahier des clauses particulières (CCP) valant acte d'engagement (AE) et ses annexes ;
- le bordereau de prix forfaitaire à compléter ;
- le cadre réponse valant mémoire technique ;
- les lettres de candidature (DC1 et DC2) ;
- la déclaration de sous-traitance (DC4).

Pièces à fournir pour la remise des offres :

- le bordereau de prix forfaitaire à compléter ;
- Attestations d'assurance responsabilité civile professionnelle ;
- Références sur les opérations similaires ;
- Cahier des clauses particulières (CCP) valant acte d'engagement (AE) et ses annexes, paraphé, tamponné, complété, daté et signé ;
- Le cadre réponse valant mémoire technique et attestation de visite obligatoire ;
- Les lettres de candidature (DC1 et DC2)
- La déclaration de sous-traitance (DC4) si nécessaire ;
- Planning prévisionnel ;
- RIB.

Critères de sélection des offres

1. Prix : **40 points**
2. Valeur technique : **60 points**

Date limite de remise des offres

Mercredi 03 février 2021 à 12h00
(heure de Paris)

Références :

CCAG-FCS PRIS EN APPLICATION DE L'ARRÊTE DU 19 JANVIER 2009

Table des matières

ARTICLE 1 – IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR	4
ARTICLE 2 – OBJET DE LA CONSULTATION	4
ARTICLE 3 – LIEU D’EXÉCUTION	4
ARTICLE 4 – CLASSIFICATION CPV	4
ARTICLE 5 – PROCÉDURE	4
ARTICLE 6 – DURÉE DU MARCHÉ ET DURÉE D’EXÉCUTION DES PRESTATIONS ..	5
ARTICLE 7 – FORME ET DÉCOMPOSITION DU MARCHÉ.....	5
ARTICLE 8 – VARIANTES	5
ARTICLE 9 – PIÈCES CONSTITUTIVES DE LA CONSULTATION	5
ARTICLE 10 – MODALITÉS DE RETRAIT ET CONSULTATION DES DOCUMENTS ..	6
ARTICLE 11 – MODIFICATION DE LA CONSULTATION ET QUESTIONS-RÉPONSES	6
ARTICLE 12 – VISITE SUR SITE	6
ARTICLE 13 – PRÉSENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	6
ARTICLE 14 – EXAMEN DES CANDIDATURES	8
ARTICLE 15 – PRÉCISIONS RELATIVES AU GROUPEMENT ECONOMIQUE	8
ARTICLE 17 – CRITÈRES DE SELECTION DES OFFRES	9
ARTICLE 18 – MÉTHODE DE NOTATION DES OFFRES	9
ARTICLE 19 – DURÉE DE VALIDITÉ DES OFFRES	10
ARTICLE 20 – MODALITÉS DE TRANSMISSION DES OFFRES	10
ARTICLE 21 – PIÈCES DEMANDÉES AU TITULAIRE PRESSENTI	12
ARTICLE 22 – SIGNATURE DU MARCHÉ	12
ARTICLE 23 – RÈGLEMENTS DES LITIGES	13

Règlement de la consultation (RC)

**Acquisition, installation et configuration incluant la maintenance de
l'équipement audiovisuel du GENES**

GENES-2020-P05

ARTICLE 1 – IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Groupe des Ecoles Nationales d'Economie et Statistique (GENES)

Adresse : 5, avenue Henry Le Chatelier

TSA 86641

91764 PALAISEAU Cedex

Représenté par : Madame Catherine GAUDY, directrice générale.

ARTICLE 2 – OBJET DE LA CONSULTATION

Cette consultation porte sur l'acquisition, installation, configuration, reprogrammation et maintenance de l'équipement audiovisuel des amphithéâtres 200 et 250 sur le site du GENES situé au 5 avenue Henry Le Chatelier, 91120 Palaiseau.

L'ensemble des prestations est décrit à l'article 2 du CCP valant AE.

ARTICLE 3 – LIEU D'EXÉCUTION

Groupe des Écoles Nationales d'Économie et Statistique

5 avenue Henry le Chatelier

91120 PALAISEAU

ARTICLE 4 – CLASSIFICATION CPV

Code CPV	Intitulé
50343000	Services de réparation et d'entretien de matériel audiovisuel et d'optique
51314000-6	Services d'installation de matériel vidéo
32322000	Équipements multimédia

ARTICLE 5 – PROCÉDURE

Marché à procédure adapté passé en application des articles L2123-1 et R.2123-1 du Code de la commande publique.

ARTICLE 6 – DURÉE DU MARCHÉ ET DURÉE D’EXÉCUTION DES PRESTATIONS

6.1 DURÉE DU MARCHÉ ET DURÉE D’EXÉCUTION DES PRESTATIONS

La durée de validité du marché est de 12 (douze) mois à compter de sa date de notification.

La durée d’exécution des prestations :

- Concernant l’Acquisition, installation et reconfiguration : la durée est de 1 à 2 semaines (1 à 2 semaines maximales) à compter de la réception du matériel commandé par le pouvoir adjudicateur et afin de garantir la disponibilité des amphithéâtres. La durée d’exécution des prestations pourra être suspendue, le cas échéant, en cas de décision de fermeture du bâtiment liée à la crise sanitaire.
- Concernant la maintenance générale : la durée est de 12 mois à compter de la date de notification. Celle-ci pourra être reconduite (article 5.2)

Le planning d’intervention devra être fixé en concertation avec le service bénéficiaire de la prestation, en lien avec les cours qui pourraient avoir lieu dans les amphis ou à proximité immédiate.

6.2 CONDITIONS DE RECONDUCTION

Le marché est conclu pour une durée de 12 (douze) mois reconductible 3 (trois) fois sans excéder la durée maximale de 48 (quarante-huit) mois. Conformément aux dispositions de l’article R2112-4 du CCP, la reconduction est tacite.

Si l’exécution des prestations n’est pas réalisée de manière satisfaisante ou si l’objet du marché venait à changer, le marché ne sera pas reconduit et le titulaire en sera informé par décision notifiée de l’acheteur 2 (deux) mois avant l’expiration de la date de reconduction

ARTICLE 7 – FORME ET DÉCOMPOSITION DU MARCHÉ

Le marché n’est pas alloti.

ARTICLE 8 – VARIANTES

Les candidats ne sont pas autorisés à présenter de variante à leur initiative.

ARTICLE 9 – PIÈCES CONSTITUTIVES DE LA CONSULTATION

1. Le règlement de consultation
2. Le présent CCP valant AE à compléter, parapher, tamponner, dater et signer ;
3. Le cadre de réponse valant mémoire technique, à compléter ;
4. Le bordereau des prix à compléter et signer ;
5. Les annexes techniques du CCP valant AE ;
6. Les lettres de candidature (DC1 et DC2) ;
7. La déclaration de sous-traitance (DC4).

Sauf en cas d’erreur manifeste, les pièces constitutives prévalent, en cas de contradiction entre elles, dans l’ordre où elles sont mentionnées ci-avant.

ARTICLE 10 – MODALITÉS DE RETRAIT ET CONSULTATION DES DOCUMENTS

Les pièces du dossier sont téléchargeables sur le site internet PLACE sous le numéro de référence attribué au marché par le pouvoir adjudicateur : GENES-2020-P05

ARTICLE 11 – MODIFICATION DE LA CONSULTATION ET QUESTIONS-RÉPONSES

Le DCE mis en ligne sur la plate-forme dédiée aux marchés publics de l'État (« PLACE ») est susceptible de faire l'objet de modifications jusqu'au **vendredi 29 janvier 2021**.

Les candidats souhaitant soumissionner sont invités à consulter PLACE et les courriels transmis automatiquement par celle-ci à chaque modification.

Les modifications ne pourront être communiquées qu'aux candidats dûment identifiés lors du retrait du dossier. Les candidats devront répondre sur la base du dernier dossier modifié. Dans le cas où un candidat aurait remis une offre avant les modifications, il pourra en remettre une nouvelle sur la base du dernier dossier modifié, avant la date et heure limites de dépôt des offres.

Pendant la phase de consultation, les candidats peuvent faire parvenir leurs questions et les demandes de renseignements complémentaires exclusivement sur la plateforme des achats de l'État (PLACE) : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les questions de nature technique ou administrative peuvent être posées par les candidats **jusqu'au mercredi 27 janvier 2021**. L'administration s'engage à y répondre par écrit au plus tard le **vendredi 29 janvier 2021**.

ARTICLE 12 – VISITE SUR SITE

La visite du site est obligatoire afin de permettre aux candidats d'élaborer les dispositifs à mettre en place, notamment pour la pose des écrans de rappel, la pose de l'écran de projection central ainsi que la réalisation du câblage. La visite peut avoir lieu jusqu'au **lundi 25 janvier 2021** à 16 heures, inclus et les locaux sont accessibles sur prise de rdv au 01 70 26 67 67.

Les candidats doivent prendre rendez-vous auprès du service informatique au moins 48 heures à l'avance par mail : support@ensae.fr ou téléphone : 01 70 26 67 67

A l'issue de la visite, une attestation de visite complétée et signée par un représentant du GENES, sera remise aux candidats.

Cette attestation de visite est à joindre obligatoirement au dossier d'offre. En cas d'absence de l'attestation de visite obligatoire, l'offre sera écartée et jugée irrégulière.

ARTICLE 13 – PRÉSENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

13.1 - INFORMATIONS RELATIVES À LA CANDIDATURE

Les candidats peuvent présenter leur candidature en renseignant le formulaire DUME accessible :

- depuis le service exposé de PLACE
- depuis l'adresse URL suivante : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr>

Les parties II (informations concernant l'opérateur économique), III (motifs d'exclusion), IV (critères de sélection) et le cas échéant V (réduction du nombre de candidats qualifiés) du formulaire sont à renseigner.

Des renseignements complémentaires au sujet du DUME électronique sont disponibles à l'adresse URL suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/pour-les-entreprises/>

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R.2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Non
Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail	Non

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise

Libellés	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles	Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise

Libellés	Signature
Liste des prestations similaires exécutées au cours des 3 dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les plus importants	Non
Attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle	Non

13.2 - INFORMATIONS RELATIVES À L'OFFRE

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

Libellés	Signature
Cahier des clauses particulières (CCP) valant acte d'engagement (AE) paraphé, tamponné, complété, daté et signé	Non
Le bordereau de prix forfaitaire	Oui
Planning prévisionnel	Oui
RIB	Non

ARTICLE 14 – EXAMEN DES CANDIDATURES

Conformément aux dispositions de l'article R.2144-2 du Code de la commande publique, l'acheteur qui constate que des pièces ou informations dont la présentation était réclamée au titre de la candidature sont absentes ou incomplètes peut demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai approprié et identique pour tous.

Les candidatures qui ne justifient pas de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière ou des capacités techniques et professionnelles suffisantes pour exécuter le marché sont éliminées.

ARTICLE 15 – PRÉCISIONS RELATIVES AU GROUPEMENT ECONOMIQUE

Dans le cadre de la consultation, l'acheteur n'autorise pas le candidat à présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements d'opérateurs économiques;
- en qualité de membres de plusieurs groupements d'opérateurs économiques.

Dans le cas d'une candidature d'un groupement d'opérateurs économiques, chaque membre du groupement doit fournir l'ensemble des documents et renseignements attestant de ses capacités juridiques, professionnelles, techniques et financières. L'appréciation des capacités du groupement est globale.

La forme du groupement n'est pas imposée.

En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire pour l'exécution du marché de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur.

Candidature sous forme de Document Unique de Marché Européen électronique (DUME électronique)

Si le groupement d'opérateurs économiques présente sa candidature sous la forme du DUME, chacun des membres du groupement doit fournir un DUME distinct.

Candidature avec les formulaires DC1 et DC2

Dans le cas d'un groupement d'opérateurs économiques, les candidats transmettent les renseignements suivants des formulaires DC1 et DC2 :

Le formulaire DC1 sera complété pour chaque membre du groupement ;

Le formulaire DC2 est rempli par chaque membre du groupement.

ARTICLE 16 – EXAMENS DES OFFRES

En application de l'article R. 2152-1 du Code de la commande publique, dans les procédures adaptées sans négociation et les procédures d'appel d'offres, les offres irrégulières, inappropriées ou inacceptables sont éliminées.

Les candidats n'ont pas à modifier les stipulations du cahier des clauses particulières administratives (CCAP) et techniques (CCTP). Toute modification apportée aux dispositions de ces documents entraînera la nullité de l'offre.

ARTICLE 17 – CRITÈRES DE SELECTION DES OFFRES

Les critères de sélection des offres sont les suivants :

- **60 % pour le critère valeur technique de l'offre au regard du mémoire technique**
- **40 % pour le critère prix sur les montants indiqués au bordereau joint à l'offre**

La note finale de chaque candidat (N) sur 100 points est déterminée selon la formule suivante :

Note finale (N) = Note Valeur technique (VT) + Note Prix (P)

Les notes finales obtenues sont classées par ordre décroissant : le candidat ayant la note finale la plus élevée se voit attribuer le marché.

ARTICLE 18 – MÉTHODE DE NOTATION DES OFFRES

Critères de sélection des offres	Notation avec pondération
Valeur technique : - L'adéquation des solutions proposées par rapport aux besoins exprimés et la qualité des équipements proposés (dont le vidéoprojecteur et l'écran 55' qui doivent faire l'objet d'une démonstration in situ) : 25 points - La qualité de la maintenance proposée : 25 points - Le planning détaillé et la méthodologie d'exécution des prestations : 10 points Valeur technique pondérée = (Ni /Nmax) x nbre de points	Total des points de la valeur technique pondéré à 60 % de la notation
Prix des prestations : Prix pondéré = (Prix le plus bas/prix de l'offre examinée) x 40 %	Total des points du critère prix pondéré à 40 % de la notation
Note finale : Note de la valeur technique + Note Prix	

ARTICLE 19 – DURÉE DE VALIDITÉ DES OFFRES

La durée de validité des offres est fixée à cent vingt (**120**) jours à compter de la date limite de réception des offres.

ARTICLE 20 – MODALITÉS DE TRANSMISSION DES OFFRES

20-1. DATE ET HEURE LIMITE DE RÉCEPTION DES OFFRES

La date limite de remise des offres est fixée au *mercredi 03 février 2021 à 12h00 (heure de Paris)*

20-2. CONDITIONS DE TRANSMISSION DES OFFRES

Pour cette consultation, seuls sont autorisés les dépôts électroniques à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

En cas d'envois successifs seul le dernier envoi réceptionné avant la date et heure limites de remise des offres est admis. Les plis antérieurs seront rejetés sans être examinés.

Les candidatures et les offres devront être transmises avant le jour et l'heure inscrits sur la première page du présent règlement de la consultation. L'heure limite retenue pour la réception de la candidature et de l'offre correspondra au dernier octet reçu.

Les candidatures et les offres parvenues après cette date et heure limites par voie dématérialisée seront éliminées sans avoir été lues et le candidat en sera informé.

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition, le pouvoir adjudicateur invite les candidats à disposer des formats ci-dessous. Cette liste vise à faciliter le téléchargement et la lecture des documents. Pour tout autre format qui serait utilisé par le candidat, celui-ci devra transmettre l'adresse d'un site sur lequel le pouvoir adjudicateur pourra télécharger gratuitement un outil en permettant la lecture. A défaut, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de rejeter la candidature ou l'offre du candidat.

- standard .zip
- Adobe® Acrobat®.pdf ☐ Rich Text Format.rtf
- .doc ou .xls ou .ppt
- .odt, .ods, .odp, .odg
- le cas échéant, le format DWF, DWG ou encore pour les images bitmaps .bmp, .jpg, .gif, png

Les soumissionnaires sont invités à :

- ne pas utiliser certains formats, notamment les ".exe".
- ne pas utiliser certains outils, notamment les "macros".
- traiter les fichiers constitutifs de sa candidature et/ou de son offre préalablement par un anti-virus.

En cas de rematérialisation par le pouvoir adjudicateur des pièces transmises par voie dématérialisée, l'attributaire sera invité à une séance de signature de ses pièces.

Le candidat reconnaît avoir pris connaissance de la notice d'utilisation de la plateforme de dématérialisation PLACE (Plateforme des achats de l'Etat) et toute action effectuée sur ce site sera réputée manifester le consentement du soumissionnaire à l'opération qu'il réalise. En cas de difficulté lors de la remise des candidatures ou offres, le candidat est invité à se rapprocher du support technique de la plateforme.

Les candidatures et offres n'ont pas à être signées électroniquement.

Le marché transmis par voie électronique sera signé par le candidat attributaire au moyen d'un certificat de signature électronique répondant aux conditions prévues par l'arrêté du Ministère de l'Economie et des Finances du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics. Ils sont ensuite chiffrés.

Les catégories de certificats de signature utilisées doivent être **conformes au Référentiel Général de Sécurité** défini par le décret n°2010-112 du 2 février 2010 et **référéncés sur une liste** établie :

- pour la France, par le ministre chargé de la réforme de l'Etat : (<http://references.modernisation.gouv.fr>)
- pour les autres Etats-membres, par la Commission Européenne : (https://ec.europa.eu/information_society/policy/esignature/trusted-list/tl-hr.pdf)

Le candidat peut également utiliser un certificat délivré par une autorité de certification ne figurant sur aucune de ces listes. Dans ce cas, le certificat doit répondre à des normes équivalentes à celles du Référentiel Général de Sécurité défini par le décret n° 2010-112 du 2 février 2010. Si le certificat de l'autorité est officiellement référencé mais n'apparaît pas encore sur la liste mise à disposition (attente d'une mise à jour), le candidat devra produire les documents attestant de son état.

Si le candidat n'utilise pas l'outil de signature de la plateforme de dématérialisation, il doit joindre à son envoi électronique l'adresse du site internet du référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire, qui comportent au moins la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

Les certificats de signature doivent être d'un niveau ** ou *** du Référentiel Général de Sécurité et le signataire doit joindre à son envoi électronique la procédure permettant la vérification de la validité de la signature. De plus, seuls les formats de signature PAdES, CAdES et XAdES sont acceptés. Le candidat reconnaît que la signature à l'aide du certificat électronique qu'il s'est procuré vaut de sa part signature électronique au sens de l'article 1316-4 du Code civil, qui entre les parties a la même valeur juridique qu'une signature manuscrite. En cas de désaccord entre les parties, il appartient au soumissionnaire de montrer que le contenu des candidatures ou des offres qu'il a transmises a été altéré.

Le candidat devra s'assurer du chiffrage de son offre avant envoi.
Le candidat doit accepter l'horodatage retenu par la plateforme.

En cas de programme informatique malveillant ou « virus » :

Tout document électronique envoyé par un candidat dans lequel un programme virus informatique malveillant est détecté par le pouvoir adjudicateur peut faire l'objet par ce dernier d'un archivage de sécurité sans lecture dudit document. Ce document est dès lors réputé n'avoir jamais été reçu et le candidat en est informé.

Le pouvoir adjudicateur reste libre de réparer ou non le document contaminé. Lorsque la réparation aura été opérée sans succès, il sera rejeté.

Copie de sauvegarde : Lorsque le candidat aura transmis son dossier ou document accompagné d'une copie de sauvegarde sur support papier envoyé dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres, cette copie, identifiée comme copie de sauvegarde sera placée sous un pli scellé et ne sera ouverte que si :

- un programme informatique malveillant est détecté
- si la candidature ou offre informatique n'est pas parvenue dans les délais suite à un aléa de transmission non lié au fonctionnement de la plateforme
- si la candidature ou l'offre n'a pas pu être ouverte.

Le pli contenant la copie de sauvegarde sera détruit par le pouvoir adjudicateur s'il n'est pas ouvert.

Le pli cacheté contenant la copie de sauvegarde sera envoyé ou remis à l'adresse suivante et portera les mentions suivantes :

Secrétariat général du GENES
Monsieur le responsable des marchés du GENES
Adresse : 5, avenue Henry le Chatelier, 91120 PALAISEAU
Offre relative à la mise en œuvre d'une solution d'accès aux bases de données économiques et financières
Candidat :
NE PAS A OUVRIR : COPIE DE SAUVEGARDE

ARTICLE 21 – PIÈCES DEMANDÉES AU TITULAIRE PRESENTI

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché devra fournir dans un délai fixé dans un courrier l'informant que son offre est susceptible d'être retenue, les documents suivants :

- Le pouvoir de la personne habilitée à engager le candidat ;
- Les certificats attestant la souscription des déclarations et les paiements correspondants aux impôts sur le revenu, impôts sur les sociétés, la taxe sur la valeur ajoutée ;
- Un certificat attestant de la régularité de la situation de l'employeur au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés ;
- Un certificat attestant le versement régulier des cotisations légales aux caisses qui assurent le service des congés payés et du chômage intempéries ;
- Le cas échéant, les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail ;
- Un extrait K ou KBIS équivalent, ou équivalent ;
- En cas de redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés.

Le candidat établi à l'étranger produit les certificats établis par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsque les autorités compétentes du pays d'origine ou d'établissement du candidat ne délivrent pas les documents justificatifs équivalents à ceux mentionnés aux articles R. 2143-6 à R. 2143-9 du Code de la commande publique ou lorsque ceux-ci ne mentionnent pas tous les motifs d'exclusion de la procédure de passation, ils peuvent être remplacés par une déclaration sous serment ou, dans les pays où une telle procédure n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié de son pays d'origine ou d'établissement.

Bien que les documents précités ci-dessus ne soient exigibles uniquement pour le futur attributaire du marché, il est fortement conseillé aux candidats de se doter de ces documents dès qu'ils candidatent à un marché public.

Nota : les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail sont à produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Si le candidat ne fournit pas les attestations dans le délai prévu, son offre sera rejetée et la même demande sera présentée au candidat suivant dans le classement des offres.

ARTICLE 22 – SIGNATURE DU MARCHÉ

Le marché est signé par le candidat retenu au moyen du cahier **des clauses particulières (CCP) valant acte d'engagement (AE)** qui lui est adressé par l'acheteur.

ARTICLE 23 – RÈGLEMENTS DES LITIGES

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de VERSAILLES est compétent en la matière.

Tribunal administratif de Versailles
56, Avenue de Saint-Cloud
78011 Versailles Cedex
Téléphone : 01 39 20 54 00
Courriel : greffe.ta-versailles@juradm.fr
Adresse internet : [http://versailles.tribunal-administratif.fr/
greffe.ta-versailles@juradm.fr](http://versailles.tribunal-administratif.fr/greffe.ta-versailles@juradm.fr)

Fin de document